

Unité départementale de la Loire-Atlantique,  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 2 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/02/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Parc éolien ROUANS Energies**

213 cours Victor Hugo  
33130 Bègles

**Référence :** N4-2026-294  
**Code AIOT :** 0006310225

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2026 dans l'établissement Parc éolien ROUANS Energies implanté Parc éolien 44 640 Rouans. L'inspection a été annoncée le 11/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Parc éolien ROUANS Energies
- Parc éolien 44 640 Rouans
- Code AIOT : 0006310225
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Rouans Energies est constitué de 7 éoliennes Vestas V117 de 2,28 MW (E1 et E3 à E7) à 3,6 MW (E2) de puissance unitaire. La hauteur totale en bout de pale est de 150 m, la hauteur du mât + nacelle est de 91 m et le diamètre du rotor est de 117 m. La hauteur de garde au sol est de 32,5 m.

E2 est raccordée à un poste de livraison (PDL 2) et les autres éoliennes du parc à un autre poste de livraison (PDL 1).

Ce parc est autorisé par arrêté préfectoral du 11 janvier 2021. La modification de la puissance des éoliennes est encadrée par le donner acte préfectoral du 3 mars 2023.

La mise en service du parc date du 2 janvier 2025.

## **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Mise en œuvre des mesures compensatoires
- Biodiversité
- Maintenances préventives des éoliennes
- Autres dispositions diverses

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 11/01/2021, article 8.2	Demande d'action corrective	1 mois
8	Maintenance préventive – SIS	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Maintenance préventive – Tests arrêts	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Biodiversité – Mesure de réduction	Arrêté Préfectoral du 11/01/2021, article 8.2	Sans objet
2	Biodiversité – Mesure de réduction	Arrêté Préfectoral du 11/01/2021, article 8.1	Sans objet
4	Préservation et suivi des milieux	Arrêté Préfectoral du 11/01/2021, article 8.3	Sans objet
5	Protection du Paysage	Arrêté Préfectoral du 11/01/2021, article 8.4	Sans objet
6	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 11/01/2021, article 12	Sans objet
7	Maintenance préventive - registre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
10	Maintenance préventive – Foudre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
11	Maintenance préventive – Boulons	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
12	Maintenance préventive – Pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
13	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	Consignes de sécurité (affichage terrain)	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
15	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au jour de l'inspection, l'exploitant a mis en œuvre les mesures de compensation de haies et de zones humides, ainsi que la mesure d'accompagnement de plantations d'écrans végétaux pour les riverains, prescrite dans l'arrêté d'autorisation du parc éolien.

Le bridage en faveur des chiroptères a bien été mis en place tel que prescrit dans le même arrêté. Le rapport du suivi environnemental mené en 2025 a été transmis suite à l'inspection : le bridage en faveur des chiroptères doit être renforcé de manière à couvrir au moins 90 % de l'activité contactée en altitude en 2025. Étant donné ce nécessaire renforcement du bridage en faveur des chiroptères et la mortalité (brute et estimée) relevée pour les oiseaux, le suivi environnemental doit être renouvelé en 2026.

L'exploitant doit aussi poursuivre les efforts engagés pour la mise en œuvre effective du bridage agricole en faveur du Milan noir.

Au jour de l'inspection, le suivi de la maintenance préventive des éoliennes et plus globalement le suivi technique des installations sont rigoureux.

Toutefois, les vérifications des installations électriques doivent être exhaustives et concerner les domaines BT et HT.

La liste des SIS est à fournir.

La certification "foudre" pour les vérifications dédiées à ce risque serait à obtenir.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : Biodiversité – Mesure de réduction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2021, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des chiroptères
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de réduire les impacts sur les chiroptères durant la durée d'exploitation du parc, l'arrêt des sept éoliennes est réalisé de début avril à fin octobre, pour des vitesses de vent à hauteur de la nacelle inférieure ou égale à 6 m/s, des températures supérieures à 10 °C et en l'absence de précipitations pour des plages horaires variant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- en avril de 21h00 à 4h00,</li> <li>- en mai de 22h00 à 6h00,</li> <li>- en juin 21h00 à 6h00,</li> <li>- en juillet de 20h00 à 6h00,</li> <li>- en août de 21h00 à 6h00,</li> <li>- en septembre de 21h00 à 5h00,</li> <li>- en octobre de 19h00 à 5h00</li> </ul>

Toute modification de cette régulation doit être préalablement justifiée suivant les bilans des suivis de mortalité et d'activité.

Dans le cas d'impact révélé lors de la première année de suivi, le bridage sera renforcé.

**Constats :**

L'exploitant a fourni :

- un extrait du SCADA qui montre le paramétrage du bridage en faveur des chiroptères pour chaque mois d'avril à octobre : ce paramétrage est conforme au paramétrage prescrit ;
- un point sur la mortalité brute relevée lors du suivi réalisé en 2025, transmis par courriel du 6/02/2026 : aucun cadavre de chiroptères n'a été relevé selon ce point.

En séance, l'exploitant a présenté le suivi numérique des périodes d'arrêt des éoliennes : les arrêts d'avril à octobre correspondants au bridage en faveur des chiroptères ont été constatés sur le logiciel.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°2 : Biodiversité – Mesure de réduction**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/01/2021, article 8.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Protection du Milan noir

**Prescription contrôlée :**

Afin de limiter les risques de collision du Milan noir en période de reproduction, les éoliennes sont arrêtées lors des travaux de récoltes (foin et céréales) dans les parcelles situées dans un périmètre de 200 m autour des éoliennes. L'arrêt des machines est mis œuvre dès le démarrage de la fauche jusqu'au lendemain matin. L'exploitant s'engage à solliciter chaque année les agriculteurs des parcelles, au travers d'un courrier.

**Constats :**

L'exploitant a fourni :

- la procédure d'arrêt des éoliennes pour travaux agricoles qui :
    - \* prévoit l'arrêt des éoliennes au cas par cas pendant les opérations de fauche, de labour et de moisson dans un rayon de 200 mètres autour des points d'opération ;
    - \* identifie les exploitants agricoles concernés ;
    - \* décrit les modalités techniques de mise en œuvre des arrêts d'éoliennes à compter de la réception d'un appel de la part d'un exploitant.
  - les courriers de rappel de l'engagement à transmettre des notifications en cas de travaux agricoles, envoyés à chacun des 7 agriculteurs concernés par la mesure, le 10 février 2025 et le 9 janvier 2026 (courrier de rappel).
- En séance, l'exploitant a de plus présenté un groupe créé sur une application de messagerie internet entre l'exploitant et les agriculteurs des parcelles concernées par la mesure. L'exploitant envoie via ce groupe, des messages de rappel aux agriculteurs pour que ceux-ci signalent les travaux agricoles.
- Malgré les différents rappels réalisés par l'exploitant, en 2025, aucun exploitant n'a signalé préalablement à leur réalisation, les travaux agricoles, donc aucun bridage en faveur du Milan noir n'a été mis en œuvre.
- L'exploitant a toutefois transmis également un point sur la mortalité brute relevée lors du suivi réalisé en 2025, par courriel du 6/02/2026 : 5 cadavres d'avifaunes relevés :
- 1 Martinet noir, le 02/06 sur E1
  - 1 Martinet noir, le 16/06 sur E2
  - 1 Grive musicienne, le 15/07 sur E5

- 1 Pouillot véloce, le 12/08 sur E6 - 1 Faucon crécerelle, le 7/10 sur E5 Le Milan noir, en mortalité brute, n'est pas impacté en 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant doit poursuivre les efforts engagés pour la mise en œuvre effective de la mesure.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N°3 : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2021, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mortalité et activité en hauteur
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin de vérifier le faible impact résiduel du parc et l'efficacité de la mesure précitée, l'exploitant met en place un suivi de mortalité de l'avifaune et des chiroptères, conformément au protocole ministériel de suivi des parcs éoliens terrestres en vigueur. Ce suivi se déroulera de la semaine 12 à la semaine 43, à raison d'un passage hebdomadaire (soit 33 passages au total) sur chaque éolienne. Deux sessions de tests d'efficacité de l'observateur et de persistance des cadavres sont à réaliser sous chaque éolienne, l'une entre les mois de mai et de juin et l'autre entre les mois d'août et de septembre.</p> <p>En vue de vérifier l'efficacité du paramétrage de la régulation pré-citée ou de l'optimiser, ce suivi de mortalité est associé à un suivi d'activité des chiroptères en altitude, réalisé par des enregistrements automatiques à hauteur de nacelle, en continu (depuis 1/2 h avant le coucher du soleil jusqu'à une 1/2 h après le lever du soleil), sur une période allant du 15 mars au 31 octobre, corrélés avec les données météorologiques correspondantes (vitesse de vent, température, précipitations).</p> <p>Dans le cas d'impact révélé lors de la première année de suivi, le bridage sera renforcé. Toute modification de bridage entraînera la reconduction des suivis précités dès la mise en place du bridage modifié, afin de vérifier l'efficacité du nouveau paramétrage de régulation des éoliennes. Ces nouveaux suivis seront possiblement ciblés de façon pertinente sur les périodes de haute activité</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le devis du 30/01/2025 du suivi environnemental post-implantation mis en place en 2025 par le bureau d'étude « Calidris ». Selon ce devis, le suivi compte : <ul style="list-style-type: none"> <li>* un suivi de mortalité de la faune volante et un suivi d'activité des chiroptères en altitude sur une période allant de la semaine 12 à la semaine 43 ;</li> <li>* une cartographie des habitats naturels dans un rayon de 300 m autour des éoliennes.</li> </ul> </li> </ul> <p>Le rapport de ces suivis n'est à ce jour pas encore disponible.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* un point sur la mortalité brute constatée en cours de suivi de 2025 et déjà relaté au deux constats précédents.</li> </ul> <p>Suite à l'inspection, par courriel du 19/02/2026, l'exploitant a transmis le rapport de suivi environnemental réalisé en 2025 sur le parc par le bureau d'études Calidris :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- suivi de mortalité effectué au cours de 33 passages du 20/03 au 28/10/2025. 5 cadavres d'oiseaux et aucun cadavre de chiroptères ont été retrouvés. Pour les oiseaux, l'estimation de mortalité sur la période de suivi est de 21,37 cadavres selon la formule de Huso. Parmi les espèces impactées, 3 sont classés « NT : Quasi menacée » sur la liste rouge des oiseaux nicheurs en France (Alouette des champs, Faucon crécerelle et Martinet noir). L'Alouette des champs est également classée dans cette même catégorie sur la liste rouge des oiseaux nicheurs en Pays de la Loire ;</li> </ul>

- suivi d'activité des chiroptères au niveau de la nacelle de l'éolienne n°5, du 14 mars au 19 octobre 2025 : 3516 contacts enregistrés pour au moins 7 espèces contactées. **47,3 %** de Noctules communes (**1664 contacts**). Le pourcentage d'activité couverte par le bridage **est insuffisant au regard des enjeux en présence** : 81,6 % au printemps, 88,79 % en été et 67,20 % en automne. Ce pourcentage est de 77,73 % sur toute la période. Pour la Noctule commune, les pourcentages sont encore plus faibles : 77,72 % au printemps, 79,43 % en été, 67,31 % en automne et 71,65 % au global.

- suivi de la flore et des habitats naturels.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

=> **Le bridage en faveur des chiroptères doit être renforcé de manière à couvrir au moins 90 % de l'activité contactée en altitude en 2025** : l'analyse détaillée de l'activité des chiroptères en altitude doit présenter l'activité observée **par mois et par espèce**. Le niveau d'enjeu est à qualifier par mois et par espèce en fonction du référentiel de suivi en altitude du bureau d'étude. **Sauf à ce que l'activité pour un mois donné et une espèce donnée soit qualifiée de nulle à très faible, il convient de couvrir par le bridage, au moins 90 % de l'activité enregistrée par mois et par espèce, en particulier pour la Noctule commune.**

=> Étant donné le nécessaire renforcement du bridage en faveur des chiroptères et la mortalité (brute et estimée) relevée pour les oiseaux, **il est nécessaire de renouveler le suivi environnemental en 2026.**

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 1 mois

#### N°4 : Préservation et suivi des milieux

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 11/01/2021, article 8.3

**Thème(s)** : Risques chroniques, Plantations haies, mesure ZH et suivis

**Prescription contrôlée :**

La destruction de 1 062 m mètres de linéaires de haies (899 mètres linéaires environ de haies arbustives et 163 mètres linéaires environ de haies multi-strates) dans le cadre des travaux de création du parc éolien est compensée par la plantation de 2 130 m de haies dont 330 m de type multi strates et 1 800 m de type haies arbustives permettant des reconnections écologiques de la trame bocagère, notamment, pour une partie du linéaire replanté, selon les localisations définies dans le dossier complété de demande d'autorisation environnementale (cartes n°215 à 219). Cette plantation sera réalisée concomitamment à la réalisation du parc éolien.

Un bilan sera à établir à 5 ans et 10 ans afin de vérifier la fonctionnalité et la pérennité de la mesure.

Un suivi de l'évolution des habitats dans un rayon de 300 m autour des éoliennes sera réalisé une fois au cours des trois premières années suivant la mise en service du parc éolien, puis tous les dix ans. La même méthode que celle utilisée lors de la réalisation de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation environnementale sera mise en application.

Le rapport de suivi environnemental analysera les conséquences potentielles de l'évolution des habitats naturels identifiés sur le site sur les espèces animales et en particulier sur les oiseaux et les chauves-souris.

Afin de compenser les 4 621 m<sup>2</sup> de zones humides détruites, dans le même bassin versant du SAGE Estuaire de la Loire, l'exploitant met en œuvre la mesure d'exploitation d'une peupleraie en prairie humide ou roselière, tel que définie dans le dossier complété de demande d'autorisation environnementale : exploitation de 12 300 m<sup>2</sup> de peupleraie pour les restaurer en prairie humide ou roselière. Cette peupleraie est située sur la partie nord de la parcelle cadastrée AB3 sur la

commune de Bouguenais en rive de Loire (Ile Mindine). La mesure est réalisée dans le cadre d'une convention signée avec le Conservatoire du Patrimoine Naturel de la Région des Pays de la Loire chargé de sa mise en œuvre et de son suivi phytosociologique et écologique, en lien avec l'association Bretagne Vivante-SEPNB. L'arrachage de la peupleraie et la renaturation du site sont à mettre en œuvre concomitamment à la réalisation du parc éolien, préférentiellement entre septembre et décembre.

Un suivi et une évaluation de la mesure compensatoire sont réalisés en années N+1, N+3, N+5, N+10 et N+20.

#### **Constats :**

Comme évoqué au constat précédent, le suivi environnemental mis en place en 2025 sur le site éolien compte un suivi des habitats dans un rayon de 300 m autour des éoliennes.

L'exploitant a fourni :

- un cahier des clauses particulières daté du 18/09/2023 pour les plantations d'une partie des haies de compensation (1 195 m dont 1 000 m de haies arbustives et 195 m de haies multi-strates) et pour la plantation de haies paysagères (140 m identifiés à l'époque). Ce document comporte des plans de localisation des plantations prévues ;
- une facture du 6/02/2025 de l'entreprise «SCOPARL Les Jardins de Demain » à Machecoul-St-Même, pour la plantation de 2 130 ml de haies (30 % du montant) ;
- une facture du 28/04/2025 de la même entreprise, pour la plantation de 2 130 ml de haies (solde : 70 % du montant) ;
- un bilan de reprise des plantations compensatoires établi suite à une visite de terrain en janvier 2026 : ce bilan compte la localisation des plantations réalisées et indique quelles reprises sont nécessaires. En séance, l'exploitant précise que les reprises de plantations seront réalisées en début d'année 2026. Elles sont garanties par l'entreprise ayant réalisé les plantations.
- un rapport de suivi de fin de chantier du 13/01/2026 du bureau d'étude « Calidris » qui fait état de la réalisation de l'ensemble des plantations de haies compensatoires au 13/01/2026. Ce rapport présente un compte-rendu photographique de ces plantations .
- un rapport d'activité 2023-2025 du Conservatoire d'espaces naturels Pays de La Loire sur le site de l'Île de la Mindine concernant la mesure de compensation de zones humides détruites lors du chantier de création du parc éolien. Ce document fait notamment état :
  - \* de la réalisation de l'arrachage de la peupleraie et d'une bambouseraie, ainsi que du profilage de plans d'eau au sein de la roselière ainsi créée (de part les arrachages), en 2023 et 2024 ;
- de l'aménagement du site en vue d'une gestion par pâturage de la prairie humide créée ;
- des suivis effectués post-travaux : deux espèces favorisées par les travaux engagés constituent des espèces à forte valeur patrimoniale (la Bécassine des marais et le Rat des moissons ;
- des opérations prévues en 2026 : notamment la rédaction d'une notice de gestion du site et d'un bail rural à clauses environnementales (pour assurer la pérennité de la mesure) et la réalisation des suivis écologiques (année N+3).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant veille à la réalisation du remplacement des plantations de haies compensatoires devant être reprises.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **N°5 : Protection du Paysage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/01/2021, article 8.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plantation écrans végétaux

**Prescription contrôlée :**

Afin de réduire les impacts visuels depuis les lieux-dits les plus proches du projet sur les communes de Port-St-Père et de Rouans, des plantations de haies bocagères multistrates sont à mettre en œuvre concomitamment à la réalisation du projet, en accord avec les riverains concernés. Cette mesure est à mettre en œuvre comme définie dans le dossier de demande d'autorisation environnementale. Une lettre d'information, en phase « travaux », est à adresser aux habitants riverains du parc éolien afin de leur faire part de la possibilité de mettre en place des plantations d'écran végétaux sur demande auprès de l'exploitant des installations. Cette mesure à vocation paysagère, jouera nécessairement un rôle favorable également pour le milieu naturel. Un bilan des linéaires et de la localisation de ces plantations est à établir après la première année de l'exploitation du parc et à transmettre à l'Inspection des installations classées et à la DDTM.

**Constats :**

L'exploitant a fourni :

- le cahier des clauses particulières daté du 18/09/2023 évoqué précédemment et qui prévoit la plantation de 140 m de haies paysagères avec la localisation de ce linéaire ;
- les 2 factures indiquées au constat précédent qui mentionnent également la plantation d'écrans végétaux chez deux particuliers, riverains du parc éolien.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°6 : Nuisances sonores**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/01/2021, article 12

**Thème(s) :** Risques chroniques, mesures post-implantation

**Prescription contrôlée :**

Dans les 12 mois qui suivent les phases de test et de réception de l'ensemble des installations permettant la mise en service industrielle des aérogénérateurs, l'exploitant engage la réalisation, à ses frais, d'une mesure des niveaux d'émission sonore par une personne ou un organisme qualifié.

Les mesures sont effectuées selon les dispositions prévues à l'article 28 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. Les emplacements de mesure sont définis de façon à apprécier le respect du niveau de bruit maximal de l'installation et des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Ces emplacements incluent a minima les points de mesure retenus dans le dossier de demande d'autorisation environnementale.

Le contrôle est réalisé dans les conditions de fonctionnement prenant en compte le plan de fonctionnement aménagé pour chaque machine (mesures de bridage ou d'arrêt des aérogénérateurs), défini dans le dossier de demande d'autorisation environnementale et pouvant être ajusté en cas de besoin dans l'objectif de respecter les valeurs limites réglementaires. Ce plan de fonctionnement aménagé est remis à l'Inspection des installations classées et à l'ARS avant la mise en service des installations.

Les résultats de la campagne de mesures sont transmis dans les 3 mois suivant la fin de cette campagne à l'Inspection des installations classées avec les commentaires et propositions éventuelles d'aménagement du plan de fonctionnement.

En cas de dépassement des seuils réglementaires définis par l'article 26 de l'arrêté ministériel sus-visé, l'exploitant établit et met en place dans les plus brefs délais un nouveau plan de fonctionnement des aérogénérateurs permettant de garantir le respect des valeurs limites de l'arrêté ministériel sus-visé. Il s'assure de son efficacité en réalisant un nouveau contrôle dans les 6 mois suivant la mise en œuvre du nouveau plan de fonctionnement. Les dispositions mises en œuvre, ainsi que les éléments démontrant leur efficacité, font l'objet d'un rapport tenu à la

disposition de l'inspection des installations classées. Ce contrôle initial est effectué indépendamment des contrôles ultérieurs ponctuels que l'Inspection des installations classées pourra demander.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni deux rapports du 19/11/2025 de réception acoustique du parc éolien, établis par le bureau d'études GANTHA : - un rapport de mesures réalisées sur la période du 27 août au 05 septembre 2025 en 9 points de voisinage autour du parc éolien, représentatifs de chacun des hameaux qui entourent les installations. Ces mesures ont été effectuées avec le bridage acoustique en place sur les éoliennes et dont le paramétrage est indiqué dans le rapport. Ce rapport relève d'une part que les données acoustiques ont été relevées dans des conditions de vitesses de vent représentatives du site. Il conclut au respect des niveaux sonores et à l'absence de tonalité marquée en limite de propriété, ainsi qu'au respect des seuils d'émergence réglementaires pour tous les points de mesure, en période diurne comme en période nocturne ; - un rapport de mesure complémentaire chez un riverain en ayant fait la demande, au hameau « Le Moulin de Briord ». Cette mesure a été réalisée du 11 septembre au 9 octobre 2025 dans les mêmes conditions de fonctionnement des installations (bridage activé). L'étude aboutit, pour le point considéré, aux mêmes conclusions que l'étude précédemment évoquée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°7 : Maintenance préventive - registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre de maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté en séance le registre de maintenance informatisé composé notamment : - d'accès aux logiciels de conduite des éoliennes, planning et bons d'interventions de l'entreprise Vestas ; - d'un logiciel interne de suivi des événements qui concernent le parc éolien (arrêts, signalement à l'entreprise Vestas, ...) ; - d'un tableur de suivi des maintenances préventives. Ce registre permet de tracer notamment toutes les interventions et leur nature, réalisées sur les éoliennes et les mesures correctives apportées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°8 : Maintenance préventive – SIS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des SIS
<b>Prescription contrôlée :</b> III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en

cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

**Constats :**

L'exploitant a transmis les rapports de l'entreprise VESTAS relatifs à la maintenance annuelle réalisée en 2025 pour les 7 éoliennes (rapports spécifiques ICPE) : le point 4 concerne la vérification des systèmes instrumentés de sécurité (SIS). Vérification par sondage :

Éoliennes	Date maintenance 2025	Résultats
E1	21/10/25	OK
E3	28/10/25	OK
E5	27/10/25	OK
E7	29/10/25	OK

Il n'a pas transmis la liste des SIS.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant transmet la liste des systèmes instrumentés de sécurité (SIS) qui précise leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N°9 : Maintenance préventive – Tests arrêts**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17

**Thème(s) :** Risques accidentels, Tests d'arrêts et équipements électriques

**Prescription contrôlée :**

Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs et des équipements connexes, les installations électriques visées à l'article 10 sont contrôlées par une personne compétente.

Par ailleurs elles sont entretenues, elles sont maintenues en bon état et elles sont contrôlées à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.

**Constats :**

L'exploitant a transmis :

- les rapports de l'entreprise VESTAS relatifs à la maintenance annuelle réalisée en 2025 pour les 7

éoliennes (rapports spécifiques ICPE) : les points 3.01 à 3.06 concernent la réalisation des tests d'arrêt simple, arrêt d'urgence et d'arrêt depuis un régime de survitesse. Vérification par sondage :

Éoliennes	Date maintenance 2025	Résultats
E1	21/10/25	OK
E3	28/10/25	OK
E5	27/10/25	OK
E7	29/10/25	OK

Ces rapports indiquent que le test de survitesse est effectué en interne.

- les rapports de vérifications électriques des 7 éoliennes pour l'année 2025, réalisées le 30/06/25 pour les éoliennes E1 à E3 et le 01/07/25 pour les 4 autres éoliennes, par le prestataire SOCOTEC. Ces rapports ne mentionnent pas d'observation sauf celui relatif à l'éolienne E6 qui relève un défaut de serrage du câble de mise à la terre de la cellule HT en sous-sol de l'éolienne : en séance, l'exploitant a présenté un courriel du 3/07/2025 de transmission du rapport à l'entreprise Vestas pour apport de mesure corrective à ce défaut. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de l'entreprise Vestas qui concerne le resserrage du câble considéré.

- les rapports de vérifications électriques des 2 postes de livraison pour l'année 2025, réalisées le 15/09/2025. Ces rapports ne mentionnent pas d'observation.

Cependant, ces rapports font état d'une vérification non exhaustive : le transformateur HT/BT des éoliennes n'a pas été vérifié pour cause d'inaccessibilité. Aussi, pour les éoliennes et le poste de livraison, la vérification des cellules haute tension, faute de personnel accompagnant habilité à la manœuvre, s'est limitée à un examen visuel extérieur.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**=> Le contrôle des installations électriques doit être exhaustif et doit concerner l'ensemble des installations HT et BT.**

**En 2026, des contrôles exhaustifs des installations électriques doivent être effectués sur les installations.**

**=> La procédure de test de survitesse est à fournir.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N°10 : Maintenance préventive – Foudre

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Foudre – vérification de la MALT

**Prescription contrôlée :**

L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. [...] Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : [...] une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.

**Constats :**

L'exploitant a transmis les rapports des bureaux d'études SOCOTEC cités au constat n°9 qui font état de vérifications de mise à la terre des équipements et de la mesure de la résistance de continuité des conducteurs de protection, des liaisons équipotentielles et de la continuité des circuits de protection. La continuité des pales n'est pas testée. L'examen de ces rapports ne permet pas de s'assurer que les contrôles effectués l'ont été sous couvert d'une certification « foudre » intégrant le cas des éoliennes telle que « Qualifoudre ».

En séance, l'exploitant indique que les futures inspections de pales opérées par ses soins compteront un test dit « LPS » par drone de la continuité des pales. Il présente un exemple de rapport de test effectué sur le parc éolien de Saint Père Énergies en 2025. Le prochain contrôle de ce type est programmé la 7/5/2026. Ce contrôle n'est pas à ce jour certifié « foudre ».

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

=> Les prochains contrôles des installations sur le risque foudre devront inclure la continuité des pales. Ces contrôles devront être réalisés par un organisme certifié « Qualifoudre » ou « F2C » sous réserve que le référentiel « F2C » couvre le cas spécifique des éoliennes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°11 : Maintenance préventive – Boulons**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification des brides et du mât

**Prescription contrôlée :**

I. - [...] suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

**Constats :**

L'exploitant a transmis :

- les rapports de l'entreprise Vestas de la maintenance annuelle réalisée en 2025 pour les 7 éoliennes : les points notamment 5.33, 5.46 et 14.04 concernent le contrôle des brides de fixations, brides du mât et brides des pales des éoliennes. Les points notamment 14.05 et 14.04 concernent le contrôle visuel du mât. Vérification par sondage :

Éoliennes	Date maintenance	Résultats
E2	27/10/25	OK
E4	23/10/25	OK
E6	30/10/25	OK
E7	30/10/25	OK

- les rapports de la maintenance à 3 mois, réalisée en 2025 pour les 7 éoliennes : plusieurs points (3.17, 3.18 à 3.21 et 10.10) concernent le contrôle des brides de fixations, notamment du mât et des pales des éoliennes. Le point 14.24 concerne le contrôle visuel du mât. Vérification par sondage :

Éoliennes	Date maintenance	Résultats
E2	13/02/25	OK
E4	27/02/25	OK
E6	25/03/25	OK
E7	24/03/25	OK

Lors de cette dernière maintenance à 3 mois suivant la mise en service des machines, la totalité des boulons est vérifiée mécaniquement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N°12 : Maintenance préventive – Pales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18		
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des pales		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.		
<b>Constats :</b>		
L'exploitant a transmis :		
- les rapports de la maintenance annuelle réalisée en 2025 pour les 7 éoliennes : le point 5.54 concerne l'inspection visuelle, intérieure et extérieure, des pales. Vérification par sondage :		
Éoliennes	Date maintenance	Résultats
E2	27/10/25	OK
E4	23/10/25	OK
E6	30/10/25	OK
E7	30/10/25	OK
- les rapports de la maintenance à 3 mois, réalisée en 2025 pour les 7 éoliennes : le point 3.23 concerne l'inspection visuelle, intérieure et extérieure, des pales. Vérification par sondage :		
Éoliennes	Date maintenance	Résultats
E2	13/02/25	OK
E4	27/02/25	OK
E6	25/03/25	OK
E7	24/03/25	OK
L'exploitant a fourni :		
- les rapports pour les 7 éoliennes du parc, de contrôle spécifique des pales par drone effectué par l'entreprise Valémo en date 04/08/2025 : ces rapports font état de dommages de niveau de gravité important (3 sur une échelle de 5) pour les éoliennes E2, E3, E5 et E7.		
En séance, l'exploitant indique que ces rapports sont transmis à l'entreprise Vestas pour expertise des défauts constatés. À ce stade les défauts rencontrés n'ont pas été jugés comme étant « structurels » par l'entreprise Vestas.		
- les rapports pour les 7 éoliennes du parc, de contrôle spécifique des pales effectué par l'entreprise Vestas en date 5/11/2025 : ces rapports font état de dommages de niveau de gravité 1 et 2 (cosmétiques et mineurs) sauf pour l'éolienne E3 qui compte un impact de niveau 3 (mineur pour l'intégrité fonctionnelle de la pale) : en séance, l'exploitant montre le suivi de ce défaut sur son registre informatisé : il est considéré par l'entreprise Vestas comme étant à suivre sur les 6 prochains mois.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		

## N°13 : Accès aux installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13		
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès aux installations		

<b>Prescription contrôlée :</b>
Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b>
Au jour de l'inspection, les installations visitées : les éoliennes E2 et E4, ainsi que le poste de livraison n°1 sont constatés fermés à clef.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°14 : Consignes de sécurité (affichage terrain)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Affichage consignes
<b>Prescription contrôlée :</b>
Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul>
<b>Constats :</b>
Au jour de l'inspection, les panneaux d'affichage des consignes de sécurité à observer par les tiers sont présents au niveau des accès visités, aux éoliennes E1, E2, E4, E5 et E6.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°15 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>
Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b>
Les éoliennes sont équipées de détecteurs de fumée en nacelle et en pied de mât (sous-sol), qui font partie des équipements de sécurité dont la vérification est à jour (cf constat n°8 : les points 4.06 et 4.07 des rapports de vérification électrique concernent la détection de fumée). Les extincteurs en pied de mât des éoliennes visitées (E2 et E4) et du poste de livraison n°1 sont constatés en place dans les installations. Leur dernière vérification date de 2025. Les agents

d'extinction sont appropriés au risque électrique.
--

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--